L'éco-taxe aux Îles Baléares : une innovation pour l'aménagement territorial

Joana Maria Seguí Pons, Universitat de les Illes Balears
Alain Laramée, TELUQ, Université du Québec à Montréal

Introduction

Parmi les secteurs participant au processus de globalisation, le tourisme a fait l'objet de nombreuses descriptions en tant que composante importante du phénomène. Ceci, autant comme une des manières de standardiser et d'homogénéiser le monde, en rehaussant les particularités, les cultures et les identités locales, que comme élément de la dialectique local/global permettant un surgissement de nouvelles géométries du pouvoir social et politique¹.

La socialisation de l'activité touristique a entraîné, depuis ses débuts, un accroissement constant des flux. Entre 1950 et 1998, les arrivées de touristes internationaux dans le monde se sont multipliées par 25, atteignant les 625 millions; chiffre, qui durant l'année 2004, grimpe même jusqu'à 763 millions. Pour 2005, on annonce le chiffre record de 808 millions de touristes, selon les résultats préliminaires de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT)², et il ne semble pas que cette tendance, dans un horizon rapproché, puisse être modifiée. Le seuil symbolique des 1 000 millions en 2010, avancé par certains, cesse d'être un pronostic farfelu et pourrait bien devenir une réalité.

L'augmentation des touristes internationaux est signe d'une plus grande mobilité et d'une plus grande consommation d'énergie non renouvelable afin d'assurer les déplacements de ces millions de voyageurs. La croissance continue de cette demande est-elle réellement et infiniment positive pour la durabilité environnementale ? Évidemment non, surtout dans les si-

tuations fragiles et vulnérables comme celles des milieux insulaires.

L'Europe reçoit et émet à la fois plus de la moitié des flux touristiques du monde et compte, avec ses deux premières destinations touristiques, la France et l'Espagne, respectivement 75 millions et 55 millions de visites touristiques internationales par année. L'Espagne dispose approximativement de 5 % de la capacité hôtelière mondiale, et la richesse produite par l'activité touristique dépasse 11 % du PIB. Les Îles Baléares constituent une des 17 communautés autonomes de l'État espagnol. Depuis le début des années 1960, cette communauté s'est affirmée comme l'une des destinations touristiques internationales parmi les plus importantes pour le tourisme de masse, de soleil et de plages. À partir des années 1980, ce modèle touris-

L'augmentation des touristes internationaux est signe d'une plus grande mobilité et d'une plus grande consommation d'énergie non renouvelable afin d'assurer les déplacements de ces millions de voyageurs.

tique a commencé à montrer des symptômes de saturation. La pression croissante sur l'environnement a poussé le gouvernement des îles à mettre en place en 2001 une stratégie de développement afin de maintenir la con-

currence du produit touristique dans des conditions durables. À cet effet, le gouvernement des Îles Baléares a implanté une nouvelle forme de mesures fiscales qui constitue une innovation dans le domaine touristique, la première de ce genre en Espagne.

Un modèle touristique mûr

Les quatre îles habitées, Majorque, Minorque, Ibiza et Formentera, comptent un million d'habitants dans une extension à peine de 5 000 kilomètres carrés. Elles constituent approximativement le quart des places touristiques de l'Espagne, plus de 400 000, et reçoivent

vent chaque année plus de 11 millions de touristes, le cinquième des arrivées totales du pays. Les bénéfices ou les impacts économiques positifs, comme la génération de richesse et d'emploi, ont été nombreux, à tel point que ce « savoir-faire » a été exporté à d'autres destinations touristiques de réputation mondiale, comme le Mexique et les Caraïbes. Le bon rapport « qualité-prix » a été un des moteurs primordiaux de vente du produit aux classes moyenne et basse en provenance principalement de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne. Toutefois, les impacts négatifs et les externalités produites, tant sur le plan économique, territorial que social et culturel, ont été aussi importants. Un des plus importants consiste en la pression du tourisme sur l'occupation et l'aménagement du territoire.

La construction des premières infrastructures d'accueil, hôtels et appartements, s'est faite à partir de la main-d'œuvre locale mais, avec le temps, cette main-d'œuvre n'étant plus suffisante, on a dû en faire venir du reste des autres communautés autonomes espagnoles, plus rurales et moins développées et, plus tard, de régions étrangères. Cela s'est traduit par une importante augmentation de la population résidente au même rythme que l'augmentation des touristes. La charge territoriale et la pression sur les ressources naturelles deviennent de plus en plus fortes jusqu'à ce qu'on offre de nouveaux produits, d'une plus grande qualité qui, du moins dans les premiers temps, peuvent marquer une différence dans l'offre par rapport à d'autres destinations concurrentes. On a ajouté une offre complémentaire de ports sportifs (marinas) et de domaines de golf qui, à long terme, augmentent la pression sur le territoire encore un peu plus et cela ne semble pas avoir de fin.

Ce modèle qui impose une charge territoriale importante aux Îles Baléares a été aussi étendu vers d'autres territoires de la côte est et sud de l'Espagne, quoique à un niveau moins élevé que sur les espaces insulaires qui sont beaucoup plus vulnérables. Une absence de planification à moyen et à long terme, par la classe politique dominante à l'échelle nationale, a marqué les débuts du décollage touristique, durant les années 1960 et ce, dans une société en pleine rupture avec l'autarcie franquiste. Par contre, la situation s'est améliorée progressivement avec la prise en charge rendue possible par l'autonomie accrue de la Communauté autonome et par le transfert de compétences en matière de tourisme depuis le milieu de la décennie 1980. D'autres effets moins visibles, mais non moins

importants, ont dérivé de ce modèle de globalisation touristique. Entre autres, il convient de citer la perte de l'identité nationale, pour des raisons historiques, en soi déjà faible, qui se reflète dans un recul chaque fois plus grand de la langue catalane et dans une promotion progressive de l'espagnol comme première langue véhiculée. La grande immigration des dernières cinq années, du Nord de l'Afrique, de l'Europe de l'Est et de l'Amérique latine, a aggravé encore plus la situation du catalan qui n'est pas favorisé par des mesures politiques adéquates dans l'Administration publique.

Plus de la moitié de la richesse du pays dépend directement et indirectement du tourisme; la consommation de ressources naturelles, comme l'eau, est chaque fois plus grande; la pression de l'urbanisation sur le territoire augmente; la spéculation immobilière est exponentielle; l'accroissement des infrastructures, capables de supporter les périodes de pointe, se poursuit, et le caractère saisonnier de la demande, concentrée dans les mois d'été, n'a pas encore été résolu. En même temps, on requiert de nouveaux produits touristiques, justifiés par une demande plus exigeante qui se voit attirée par d'autres destinations du bassin méditerranéen moins connues et touristiquement moins exploitées. Les augmentations continues du nombre de passagers dans les aéroports des Îles Baléares, surtout dans celui de Palma de Majorque, qui ont triplé en moins de quinze années, et l'accroissement du nombre total de touristes reçus, qui a doublé dans la même période, donnent une idée de l'ampleur du phénomène et de la nécessité d'approches plus durables au niveau environnemental (graphiques 1 et 2). La nécessité de maintenir la compétitivité du produit touristique, dont les attraits reposent fortement sur la qualité du milieu naturel et environnemental, devient chaque fois plus impérieuse.

La remise en question du modèle touristique et la nécessité de nouvelles approches

À chaque fois que des crises, souvent cycliques, apparaissent dans les pays émetteurs de touristes, un signal d'alarme est émis et ce, malgré le fait que le tourisme soit actuellement un phénomène absolument consolidé. Les crises successives du pétrole des années 1970, coïncidant avec une baisse dans la qualité du produit touristique, forcée par une diminution dans le prix exigé par les opérateurs touristiques, ont déclenché également les premiers débats sur la nécessité d'un changement de modèle. À partir des années 1980, et à

la suite de plusieurs années de croissance continue, cette réflexion commence à faire son chemin par l'in-

troduction de réglementations pour ordonner autant l'offre de logements que l'offre complémentaire.

Graphique 1 – Évolution de la demande touristique. Les Îles Baléares

Source: Govern de les Illes Balears. Conselleria de Turismo. *El turisme a les Illes Balears. Dades informatives* (plusieurs années)

Graphique 2 – Évolution de la demande de transport aérien. Les Îles Baléares

Source: Govern de les Illes Balears. Conselleria de Turismo. *El turisme a les Illes Balears. Dades informatives* (plusieurs années)

La réglementation touristique dans les décennies 1980 et 1990

Divers plans et décrets pour la modernisation et l'embellissement de l'offre touristique ont été adoptés, parmi lesquels nous trouvons les plus significatifs comme le *Decreto Cladera* (Décret Cladera, nom du conseiller autonome qui l'instaure), en 1984, qui vise à contrôler la forte croissance de l'offre, en exigeant

30 mètres carrés de terrain minimal pour chaque place touristique; ou le second décret de 1987, nommé *Decreto Cladera 2*, qui établit à 60 les mètres carrés nécessaires pour chaque place touristique; la *Ley de los Alojamientos turísticos* (Ley 3/1990) (Loi des Logements touristiques) et la *Ley de la Oferta Complementaria* (Ley 6/1996) (Loi de l'Offre Complémentaire); le *Plan de Ordenación de la Oferta Turística* (Plan d'Aménagement de l'Offre Touristique) de 1995,

soumis à des révisions postérieures, ainsi que la *Ley General Turística* (Loi Générale Touristique) de 1999. Parmi les effets de toute cette réglementation, il faut noter la décongestion de quelques espaces et l'impossibilité de construire de nouvelles places touristiques ailleurs que sur les sites déjà existants.

Le maintien de la compétitivité du produit touristique dans les Îles Baléares, moteur presque exclusif de son activité économique, et la nécessité d'un changement de modèle, à partir de l'instauration d'un instrument fiscal spécifique pour taxer les séjours touristiques, ont été le projet étoile du gouvernement de coalition de gauche, appelé « Pacte du Progrès », présidé par le Parti socialiste des Îles Baléares (il appartient au *Partido Socialista Obrero Español* [Parti Socialiste Ouvrier Espagnol], de caractère national) qui, pour la première et la seule fois dans l'histoire de cette Communauté, a occupé le pouvoir exécutif entre 1999 et 2003.

La nécessité de transformer le modèle touristique et territorial est mise en évidence dans les six premiers mois du gouvernement, à travers la création de ce qu'on a appelé le « Fonds de réhabilitation des espaces touristiques » (Ley 12/1999, BOPIB, 4 mai 2001, 92. pág. 2174) pour administrer les fonds de la collecte de la future taxe environnementale, que nous présentons à l'instant.

Le changement de direction politique s'est également reflété par d'autres mesures à caractère territorial qui ont été mises en application tout au long des quatre années de ce gouvernement progressiste, comme un moratoire urbanistique, la *Ley de Ordenación Territorial* (la Loi d'Aménagement Territorial), ou d'autres qui pourraient favoriser un développement plus durable du territoire et qui concernaient particulièrement le secteur énergétique et les faibles ressources hydriques du territoire.

L'éco-taxe : une stratégie d'innovation touristique de fin de millénaire

La mise en place de la stratégie d'innovation touristique qui a conduit à l'implantation de l'éco-taxe a constitué une première sur le territoire de l'État espagnol et, dès le début, a provoqué des confrontations entre le gouvernement des Îles et le patronat hôtelier. Celui-ci l'a perçue comme une attaque aux réalisations des dernières années en matière touristique et

n'a pas partagé la vision de l'Administration publique quant à la nécessité d'implanter une stratégie de développement durable pour maintenir la compétitivité du produit touristique. Cette contestation a aussi été exprimée à l'exécutif du gouvernement de la Communauté autonome par l'opposition officielle, régie par le parti Populaire, de caractère conservateur, dont le président, dans un Forum récent sur le tourisme à Marbella, accusait le « Pacte du Progrès » d'avoir mis fin à des décennies et des décennies de croissance touristique par l'implantation de cet impôt (Diario de Mallorca, 27 avril 2006).

Comme l'indique la loi (Ley 7/01, de 23 de abril, Boletín Oficial del Estado du 25 mai 2001, BOPIB, du 4 mai 2001, p. 2173) dans l'exposé des motifs, son application requerrait la collaboration du secteur patronal auquel, en retour, bénéficierait l'amélioration du produit touristique à travers l'investissement dans la préservation de l'environnement, cadre dans lequel se développe précisément l'activité touristique. La dépendance économique de cette Communauté, en ce qui concerne le tourisme, oblige à la préservation du littoral et à la réhabilitation de ses zones dégradées. Ces aspects, causes déterminantes pour le maintien et l'amélioration de la concurrence de l'activité touristique, sont, par conséquent, essentiels pour garantir la durabilité du littoral des Îles Baléares. Comme l'indiquent Corral et Tintoré (« La gestión integrada de las zonas costeras », Diario de Mallorca, 18 avril 2006), il est à chaque jour de plus en plus nécessaire d'instaurer des mécanismes de développement durable, tant pour la population des Îles (en pensant au bien-être des générations futures) que pour le tourisme (désireux de qualité environnementale et de patrimoine naturel). Pour y arriver, il faut concilier les trois facteurs qui permettent sa mise en place à long terme : l'économique, l'environnemental et le social.

La nécessité de transformer le modèle touristique et territorial est mise en évidence dans les six premiers mois du gouvernement, à travers la création de ce qu'on a appelé le « Fonds de réhabilitation des espaces touristiques ».

C'est dans ce contexte, et devant l'insuffisance des fonds de l'État, que l'exécutif des Îles Baléares a cherché des sources additionnelles de financement pour l'implantation de ses politiques jugées nécessaires

pour une activité touristique qui ne détruise pas l'équilibre économique et environnemental. Le mode d'imposition retenu a été établi en fonction des compétences attribuées à la Communauté autonome en matière d'aménagement du territoire, de tourisme, de promotion du développement économique et de patrimoine, et également à l'intérieur du cadre de la Constitution espagnole. L'impôt environnemental s'applique aux séjours dans des établissements touristiques et l'utilisateur, c'est-à-dire le touriste, devient le sujet passif de l'impôt, alors que le chef d'entreprise touristique apparaît comme l'agent protagoniste dans l'obtention des ressources.

Cette taxe, d'un Euro en moyenne par jour, a été appliquée au séjour de personnes âgées de 12 ans et plus qui ne voyageaient pas à travers des programmes sociaux subventionnés et qui étaient logées dans des établissements touristiques (hôtels et hôtels d'appartements, appartements touristiques, logements touristiques de vacances, campings ou camps de tourisme, hôtels ruraux, établissements de tourisme d'intérieur et d'agrotourisme, tous ceux qui sont considérés comme entreprises touristiques de logement). D'autres formules de collecte de l'impôt avaient été envisagées, comme les points d'entrée aux Îles Baléares, aéroports et ports. Ces infrastructures relevant de l'État central, il aurait été nécessaire d'obtenir l'accord de celui-ci pour mettre en place cette mesure, ce que le gouvernement des Îles n'a jamais obtenu, le gouvernement central s'opposant pour des raisons diverses (il était présidé par le Parti Populaire (*Partido Popular*) à l'encaissement de l'impôt. Cette taxation à l'entrée aurait affecté un plus grand nombre de touristes comparativement à celle qui touche les séjours dans des logements touristiques. En effet, on estime que 35 % des touristes échappent à l'impôt sur les séjours. D'ailleurs, le caractère non universel de cette taxe a été l'un des points les plus attaqués.

Le projet impliquait que chaque île dispose d'un investissement proportionnel au nombre de touristes. Ainsi, Majorque concentrerait 65 % des fonds, Minorque 15 %, Ibiza et Formentera un pourcentage semblable. Les revenus ont été estimés autour de 80 millions d'Euros annuellement³. La loi est entrée en vigueur à la fin de l'année 2001, non sans absence de polémique et d'opposition, tant du côté du gouvernement central de l'État, qui l'a qualifiée d'inconstitutionnelle, que du côté des hôteliers. Ces derniers n'acceptaient pas l'impôt, en faisant valoir qu'il contri-

buaît à diminuer leur capacité concurrentielle face à d'autres destinations touristiques, ce qui les obligeait à absorber une partie des coûts additionnels⁴. Toutefois, il n'y a pas eu de rejet par ceux qui payaient, les touristes. Par ailleurs, les détracteurs de l'éco-taxe lui ont attribué la diminution de la demande entre les années 2001 et 2003. Mais, Aguiló, Riera et Rosselló⁵ ont examiné, en termes d'élasticité, l'impact de l'éco-taxe dans la chute du nombre de visiteurs et l'ont estimé à seulement 1,8 % des entrées. Il est certain que, d'une manière ou d'une autre, l'environnement global ne lui a pas été propice parce que, depuis ses débuts, l'arrivée de cet impôt a coïncidé avec une période fragile pour la demande touristique étant donné l'instabilité internationale dérivant des événements du 11 septembre 2001 à New York, de la guerre en Irak et de l'épidémie du SRAS.

Le projet impliquait que chaque île dispose d'un investissement proportionnel au nombre de touristes.

En janvier 2002, le Tribunal constitutionnel a levé la suspension préventive de l'impôt en faisant valoir la primauté de l'intérêt général sur le particulier, et on a commencé à appliquer l'éco-taxe jusqu'à sa dérogation, en septembre 2003.

Le Fonds de réhabilitation des espaces touristiques et naturels

La collecte de l'impôt, pendant l'année et demie où il a été en vigueur (2002-2003), a été versée au Fonds de réhabilitation des espaces touristiques qui, selon la loi, finançait totalement ou partiellement les différentes activités. Les objectifs ont été, d'abord, de remodeler et de réhabiliter les zones touristiques pour renforcer leur qualité, y compris des systèmes d'économie de l'eau et de déploiement d'énergies renouvelables (modification d'accès pour décongestionner et éliminer le trafic en première ligne des plages, la construction de stationnements incitatifs, l'aménagement urbain dans des noyaux touristiques, l'aménagement de sites sportifs et culturels, l'établissement d'un réseau pour la réutilisation d'eaux épurées, l'amélioration des transports publics, l'aménagement de zones piétonnières dans des communes touristiques, la révision du modèle urbain par la démolition des bâtiments désuets ainsi que la création de zones vertes et la dotation de mobilier d'éclairage et de signalisation touristique. Deuxième-

mement, l'acquisition, la récupération, la protection et la gestion durable des espaces et des ressources naturelles ont aussi été d'autres objectifs d'investissement du Fonds, ainsi que la défense et la récupération des biens du patrimoine historique et culturel dans des zones d'influence touristique (conservation de parcs naturels et de zones d'intérêt écologique et de paysage; récupération de chemins; création d'infrastructures d'interprétation environnementale; restauration du patrimoine naturel; maintien des activités agricoles traditionnelles et des artisanats locaux; réévaluation des éléments patrimoniaux d'importance sociale, culturelle et touristique; réadaptation de monuments; équipements culturels et de congrès; signalisation, mise en valeur et aménagement de ressources patrimoniales; conservation de gisements archéologiques; récupération d'architectures populaires et création de centres pour la diffusion des traditions et des valeurs ethnographiques⁶.

La revitalisation de l'agriculture comme activité concurrentielle a été un autre objectif et, finalement, la gestion durable des espaces naturels qui assure la conservation de la biodiversité. Plus précisément, on visait le développement de Réserve de la Biosphère (UNESCO), de parcs naturels et d'autres aspects dans la législation en vigueur.

On a proposé initialement 70 activités dont l'investissement global pour l'année 2002 a été de plus de 17 millions d'euros. Plus de 50 % des sommes ont été destinées à la protection d'espaces et de parcs naturels, dont 24 % à la récupération du patrimoine historique et culturel et 20 %, approximativement, à la réadaptation d'espaces touristiques⁷.

On a étudié un projet de taxe verte dans les Asturies, ainsi qu'en Andalousie et en Catalogne.

Les activités dans les espaces naturels ont été concentrées sur leur protection contre de nouveaux impacts environnementaux et sur la promotion de l'accès respectueux des résidents et des visiteurs. Les activités concernant le patrimoine historique et culturel ont reposé sur la réhabilitation du patrimoine et sur la promotion de l'accès du public, en plus de contribuer à la diversification de l'offre touristique. Les activités portant sur les espaces touristiques se sont attardées à

l'élimination des impacts environnementaux négatifs, à la réhabilitation d'espaces dégradés, à la promotion des systèmes d'économie d'eau et d'énergie et à l'utilisation de modes de transport alternatifs. Seulement 3,5 % des investissements ont été destinés à la promotion de l'agriculture et de l'élevage du bétail autochtone pour conserver le paysage et les traditions culturelles, ainsi qu'à l'agriculture écologique.

Les prévisions pour l'année 2003 consistaient à investir un total de plus de 35 millions d'Euros dans les orientations et les axes précédemment décrits. Lors des élections suivantes, les partis progressistes (Le Pacte du progrès) ont perdu le pouvoir, ce qui a mis fin aux projets prévus pour la récupération environnementale par le biais du fonds de l'éco-taxe, parce que celle-ci a été immédiatement abolie en septembre de l'année 2003. Le nouveau gouvernement a créé un nouveau fonds, « la Fondation pour le Développement Durable des Îles Baléares » pour la récupération environnementale, beaucoup moins ambitieux, qui devait se financer, à différence de l'antérieur, surtout à partir du trésor public et de contributions volontaires d'institutions et d'entreprises privées.

Jusqu'à aujourd'hui en Espagne, aucune autre initiative semblable ne s'est concrétisée. On a étudié un projet de taxe verte dans les Asturies, ainsi qu'en Andalousie et en Catalogne. Au niveau national, des maires socialistes ont aussi développé une initiative pour instaurer une telle taxe dans leurs communes⁸ et, finalement, est apparu un autre projet dans l'île de Lanzarote (Îles Canaries, <http://www.e-siroco.com>), il y a quelque deux ans, à partir du programme de l'Union Européenne, Life Lanzarote 2001-2004.

Toutefois, il y a de nombreux exemples d'application d'un certain type de fiscalité environnementale en rapport avec le tourisme, à l'échelle internationale, et certaines d'entre elles ont été implantées dans les débuts des années 1960. Elles touchent différents domaines territoriaux, que ce soit des communes, des provinces ou des régions mais ce ne sont généralement pas des impôts qui affectent tout un état⁹.

Conclusions

Les Îles Baléares constituent une des destinations touristiques les plus courues de la Méditerranée occidentale. Cette communauté d'un million d'habitants multiplie par dix sa population avec l'arrivée des touristes

en haute saison. Dans les faits, plus de 60 % de la population résidente vit de cette activité qui a permis de placer le revenu par habitant de cette Communauté autonome espagnole au-dessus de la moyenne nationale et européenne pendant de nombreuses années. Mais ce développement n'a pas eu que des effets positifs pour la qualité de vie de la population.

Par exemple, une enquête récente effectuée par l'Université des Îles Baléares¹⁰ a analysé la perception de l'activité touristique par les résidents et, bien que ceux-ci reconnaissent son importance économique dans la création d'emplois et l'apport d'investissements, 70 % des résidents interviewés considèrent que les prix élevés du logement et du sol disponible pour le développement urbain sont dus à cette activité; 80 % la rendent responsable de la saturation du réseau routier; et 71 %, de celle des services publics comme le traitement de résidus. Enfin, 70 % des répondants seraient d'accord avec l'implantation à nouveau d'une éco-taxe qui toucherait l'ensemble des touristes et non seulement les clients profitant des installations de séjour.

Le tourisme est une activité économique qui, par la richesse qu'elle produit, peut permettre la conservation et, bien qu'elle ait d'importants impacts, ceux-ci sont plus faibles que ceux provenant d'autres activités économiques, comme de certaines industries, ou de l'exploitation intensive de ressources agricoles ou minières. De plus, c'est un secteur intensif d'emploi, ayant un effet multiplicateur très important, qui est peu touché par les processus de changement technologique et qui couvre un vaste spectre de services, dont la plupart sont axés sur les services aux personnes¹¹. Mais le tourisme ne présente pas que des avantages. Des inconvénients sérieux risquent de se manifester, comme de graves déséquilibres, si cette activité n'est pas planifiée de manière préventive et reproductible en regard de l'environnement.

Cette innovation a été un impôt environnemental qui taxait les séjours touristiques.

La surexploitation de ressources comme l'eau, l'énergie et le territoire, la production de résidus et la perte continue de la qualité du paysage, ont été le prix à payer pour un manque de planification du tourisme à

moyen et à long terme aux Îles Baléares, une des Communautés autonomes qui reçoit le plus grand nombre de touristes, procurant ainsi une grande richesse à l'ensemble de l'État espagnol.

Même si, depuis le milieu des années 1980, on a établi des normes pour développer un tourisme plus durable, il a fallu attendre jusqu'à l'année 2001 pour voir implantée, pour la première fois en Espagne, une mesure innovatrice comme l'éco-taxe¹². Cette innovation a été un impôt environnemental qui taxait les séjours touristiques, ce qui a donné les moyens pour appliquer une stratégie de développement durable pour le maintien de la compétitivité du même produit touristique.

Bien que perfectible, la mesure a été appliquée, dès le début, sans opposition des touristes, mais elle a généré des divergences importantes entre les hôteliers, représentés par la Fédération Hôtelière de Majorque et par le Groupement Hôtelier des Zones Touristiques de l'Espagne (ZONTUR), qui se sont opposés féroce-ment à elle depuis le tout début. Le peu de temps de sa mise en application, à peine an et demi, a servi toutefois à mettre en évidence les domaines les plus nécessaires d'intervention et à identifier également les espaces sociaux et physiques dans lesquels il serait nécessaire de destiner les fruits de la collecte d'un tel impôt. Les problèmes importants relatifs à l'usage de l'eau dans les principales zones touristiques comptent parmi ces domaines ainsi que l'augmentation de la consommation d'énergie électrique.

Malgré sa disparition, ce projet a été porteur d'un espoir pour le changement du modèle touristique et territorial. Par contre, les politiques expansives récentes en matière d'infrastructures, qui modifient visuellement et fonctionnellement le territoire des Îles Baléares, surtout sur l'île de Majorque et celle d'Ibiza, avec des changements irréversibles pour les générations futures, ne nous permettent pas d'envisager le futur avec beaucoup d'optimisme. ■

Notes et références

¹ TEO, P. et L.H. LI (2003). « Global and Local Interactions in Tourism », *Annals of Tourism Research*, vol 30, n° 2, p. 287-306.

² Organización mundial del turismo (2005). *Barómetro OMT del turismo mundial*, vol. 3, n° 2.

- ³ Hercowitz, M et I.P. Ventosa (2003). « Fiscalidad ambiental y turismo-tres casos de estudio », *Impuestos. Revistas de Orientación Tributaria*, mai-juin (117), p. 10-15. <http://www.ent-consulting.com/r.htm> accédé le 13 avril 2006.
- ⁴ Fuenmayor Fernandez, A., P. Granell et F.J. Higon Tamarit (2003). « Turismo sostenible y fiscalidad ambiental », in *X Encuentro de Economía Pública 2003*, Sta. Cruz de Tenerife, 6 et 7 février. <http://www.unav.es/economia/economiasectorpublico2/research/1TurismoyMedioambiente.pdf> consulté le 11 avril 2006.
- ⁵ Aguilo, E., A. Riera et Rossello (2001). « Un modelo dinámico para la demanda turística en las Islas Baleares. Una evaluación del efecto precio del Impuesto Turístico », *Documents de Treball*, 29, Universitat de les Illes Balears.
- ⁶ <http://www.uax.es/INFOTUR/ECOTASA.htm>
- ⁷ Govern de les Illes Balears (2003). *Illes Balears. Mallorca, Menorca, Eivissa, Formentera. Un nuevo modelo de país. El Fondo de rehabilitación de espacios turísticos y naturales*, 10 février 2003, 49 pp.
- ⁸ Fuenmayor et al., *op. cit.*
- ⁹ De telles taxes existent au Canada et aux Etats-Unis (San Francisco, Seattle Texas et Hawaï), en Autriche, Allemagne, Pays-Bas, Croatie, Grèce et en France. En France, par exemple, il existe la taxe de séjour et chaque commune décide de l'appliquer ou non. C'est le cas à Paris et c'est la Mairie qui est responsable de la collecter (Diversitat 21, S.A., 2003). Le Belize, dans les Caraïbes, dispose d'un patronat pour la conservation des secteurs protégés, depuis 1996, pour conserver et augmenter la qualité de ses ressources naturelles et, au Brésil (Fernando de Noroña), il existe un *Taux de Préservation Environnementale* (Hercowitz et Ventosa, *op. cit.*).
- ¹⁰ Diario de Mallorca. 27-06-04.
- ¹¹ Iglesias, X. (2004). « Una deuda con la Naturaleza: La Ecotasa », 4 juin 2004. www.portaldelmedioambiente.com accédé le 11-04-06; Santamarta, J. (2001). « La ecotasa de Baleares, un paso hacia el turismo sostenible ». <http://www.inisoc.org/ecotasa.htm>. Consulté le 11 avril 2006. World Watch, 11. Espagne, Avril 2001
- ¹² Gago Rodríguez, A et X. Labandeira Villot (2001): « Turismo y fiscalidad ambiental ». *Papeles de Economía Española*, n° 87, pp. 179-186, <http://webs.uvigo.es/xavier/papers/pee.pdf>. Consulté le 13- avril 2006. Ils indiquent qu'il ne peut pas strictement être considéré comme un impôt environnemental puisque sa base imposable n'est pas en rapport avec un problème environnemental concret. Fuenmayor et al., *op.cit.* (p. 10) indiquent également que destiner ce qui est rassemblé à des projets de réadaptation de zones touristiques et d'espaces naturels ne permet pas de la qualifier impôt environnemental.